



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALDI MARCHE CESTAS

Lieu-dit Cruque-Pignon du Pot au Pin
33610 Cestas

Références : 26-0303
Code AIOT : 0005208196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement ALDI MARCHE CESTAS implanté CHEMIN SAINT RAYMOND ZONE LOGISTIQUE POT AU PIN 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection avait pour objectif de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2025 relatifs aux modifications sollicitées concernant la gestion du risque incendie, et de traiter les suites de la précédente inspection de juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALDI MARCHE CESTAS

- CHEMIN SAINT RAYMOND ZONE LOGISTIQUE POT AU PIN 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005208196
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALDI MARCHE commercialise des produits de grande distribution. L'entrepôt de Cestas dessert 99 magasins de la marque dans le Sud-Ouest de la France.

Le site est composé d'un bâtiment d'entreposage constitué de 5 cellules, de surface unitaire entre 4 235 et 5 668 m², d'une hauteur utile sous ferme de 5,85 m, ainsi que d'une extension de 10 785 m² (cellule 6) accolée à l'entrepôt historique, séparée de celui-ci par un mur coupe-feu 3 heures (REI 180), composée de 2 types de stockage : stockage en rack sec et en rack froid.

Les produits stockés sont composés d'articles de grande distribution, pour 75% alimentaires, de type épicerie sèche, liquides alimentaires, crèmerie, fruits et légumes, et des produits d'entretien et d'hygiène et enfin des produits saisonniers dus aux promotions. Des produits dangereux sont entreposés au sein de l'entrepôt, mais dans des quantités réduites (en deçà des seuils de la déclaration au titre des rubriques visées).

La société est autorisée à exploiter l'entrepôt de stockage de matières combustibles sur la commune de Cestas par arrêté du 18 novembre 2008, complété par arrêtés complémentaires (APC) du 29 août 2022 et du 24 mars 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	AP Complémentaire du 29/08/2022, article 1.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
2	Défense Incendie	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Défense incendie	AP Complémentaire du 24/03/2025,	/	Demande de justificatif à l'exploitant,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 4.2		Demande d'action corrective	
6	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Installation photovoltaïque	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Confinement des eaux	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.3	Sans objet
5	Moyens de détection incendie	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.4	Sans objet
7	Comportement au feu des entrepôts	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site est globalement menée conformément à l'APC de mars 2025.

Toutefois, au jour de l'inspection, il a été constaté que le site ne disposait pas des moyens de défense incendie nécessaires. Des mesures étaient prises afin de corriger les fuites détectées sur le réseau des poteaux incendie privés. Dans l'attente, des mesures compensatoires sont attendues et sont à communiquer à l'inspection.

Faute de mise en conformité dans le délai fixé dans le présent rapport, des suites administratives

seront proposées au Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2022, article 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, respect des quantités autorisées
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale - Cf PAC 2025 <ul style="list-style-type: none">• 1450 - Solides inflammables : 0,950 t• 4320 - Aérosols extrêmement inflammables : 9 t• 4331 - Liquides inflammables : 7t• 4510 - Dangereux pour l'environnement : 14 t• 4511 - Dangereux pour l'environnement : 22 t• 4755 - Alcools de bouche : 33,1 t AMPG du 11/04/2017, Article 1.4.I.2. [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour <i>a minima</i> de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, <i>a minima</i> , de manière quotidienne. [...]
Constats : L'état des stocks est établi quotidiennement à partir des informations enregistrées dans le logiciel de gestion de la société (SAP). Il permet de visualiser les quantités des produits par type de rubriques ICPE. Il a été noté que l'état des stocks recense l'ensemble des produits présents sur site (stock "dormant" et produits en cours de préparation). Une fiche article est renseignée au niveau national pour chaque produit afin de les enregistrer dans le SAP. L'état des stocks du jour de l'inspection a été présenté. Les quantités de produits dangereux respectaient les quantités suscitées, annoncées dans le dossier de porter à connaissance de l'exploitant, sauf pour les alcools de bouche (34 t > 33 t), tout en restant sous les seuils de la déclaration pour ces rubriques. L'exploitant n'a toutefois pas été en capacité de justifier qu'il n'était pas redevable des exigences Seveso au regard de la règle de cumul des propriétés de dangers des produits (dangers pour la santé, dangers physiques, dangers pour l'environnement). Pour information, un outil ministériel est mis à disposition pour aider à déterminer le statut Seveso par la règle de cumul : https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant complète son état des stocks par un positionnement Seveso au regard de la règle de cumul des propriétés de dangers des produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Défense Incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant respecte les recommandations du SDIS formulées dans son avis lié au porter-à-connaissance du 29 mars 2024 susvisé <i>[ie du 4 juin 2024]</i>. Toutes demandes d'aménagements aux recommandations du SDIS doivent être portées à la connaissance de l'inspection et approuvées avant mises en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préambule, une réunion s'est tenue le 9 septembre 2025 entre l'exploitant et le SDIS. Au regard du relevé de décisions de cette réunion, l'inspection a permis de constater la situation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la bâche souple de 480 m³ a été implantée au Nord du site, près de l'entrée PL, et est équipée de 2 modules d'aspiration (ie colonne de 150 mm munie de 2 sorties de 100 mm). Elle a été mise en service début 2026. - les 2 aires d'aspiration en face de cette bâche restent à matérialiser sur la voirie. Pour rappel, le SDIS avait demandé <u>une aire par module d'aspiration</u>. - les essais de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS sont à programmer. L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec eux. - la mise à jour de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) du site reste à finaliser : <p>Le calcul D9 actualisé et le plan de masse localisant les réserves incendie (avec les capacités en m³) et les PI ont été présentés. Toutefois, la note expliquant l'alimentation des différents PI et le nombre de PI utilisables en simultané pour chaque réseau reste à établir.</p> <p>Sur le papier, la D9 fixe un volume nécessaire de 540 m³/h pendant 2 heures, soit 1 080 m³. Le site dispose désormais de 2 bâches incendie de 420 m³ (dont 360 m³ mobilisable) et 480 m³ (100% mobilisable), soit 840 m³, ainsi que d'un réseau de 7 poteaux incendie (PI) privés, dont 3 doivent pouvoir fonctionner en simultané à 60 m³/h sous 1 bar, soit 360 m³ sur 2 heures. Le volume d'eau disponible devrait donc atteindre 1200 m³, permettant de répondre aux besoins de la D9.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dernier relevé des débits et pressions des PI a été mené le 23 juin 2025 par CHRONOFEU. Ce dernier met en évidence que chaque poteau présente <u>individuellement</u> un débit entre 69 et 83 m³/h sous 1 bar. Toutefois, l'essai en simultané des PI 2, 5 et 7 relève un débit entre 37 et 46 m³/h par PI. Afin de palier au manque de pression sur le réseau alimentant les PI, l'exploitant a mené

des travaux afin de les alimenter via l'installation servant à l'irrigation des murs de grandes longueurs (système constitué d'une réserve d'eau de 720 m³ et d'un groupe motopompe). Toutefois, lors du raccordement du réseau de PI à ce système, des fuites ont été constatées, nécessitant des travaux. L'exploitant a indiqué avoir subi plusieurs découvertes de fuites consécutives, et ce depuis fin 2025. A ce jour, l'installation servant à l'alimentation des PI et des murs irrigués n'a toujours pas été réceptionnée.

Au jour de l'inspection, il a donc été constaté que le site ne disposait donc pas des moyens de défense incendie nécessaires.

L'exploitant a annoncé que la mise en service de cette installation est conditionnée à la réparation des fuites détectées sur le réseau des PI, en cours de traitement ; le reste de l'installation étant en place, comme constaté durant l'inspection.

- l'exploitant a indiqué que la réserve incendie à ciel ouvert n°418 ne sera pas déréféréncée.

Le Plan de défense Incendie (PDI) du site nécessite d'être mis à jour afin d'intégrer la mise à jour de la DECI. L'exploitant a annoncé procéder à cette mise à jour une fois l'installation d'irrigation des murs et d'alimentation des PI réceptionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du défaut de défense incendie constaté, l'exploitant met en place sous 15 jours des mesures compensatoires (par ex. renforcement de la surveillance, absence de travaux par point chaud...) dans l'attente de la réparation du réseau de poteaux incendie et les communique à l'inspection.

L'exploitant transmet sous 3 mois le PV de réception de l'installation alimentant les murs irrigués et le réseau de poteaux incendie privés, ainsi qu'un relevé de pression en simultané des PI.

Dans le cas où ce dernier ne serait pas transmis dans le délai fixé, des suites administratives seront proposées au Préfet.

L'exploitant transmet le PDI actualisé du site en conséquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau incendie

Prescription contrôlée :

Une ou plusieurs réserves en eau incendie assurent une capacité d'eau mobilisable minimale de 720m³, notamment:

<ul style="list-style-type: none"> • une réserve incendie (bâche de 420 m³) équipée de 3 prises d'aspiration (volume mobilisable réel: 360m³) • une réserve incendie (bâche de 480 m³) équipée de 2 prises d'aspiration (volume mobilisable réel : 480m³) <p>L'exploitant réalise des essais de mise en aspiration par les moyens du SDIS33 sur le(s) point(s) d'eau incendie (PEI) mis en place, dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les résultats de ces essais sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 2 réserves incendie ont été constatées lors de l'inspection. Comme évoqué au point de contrôle précédent, les 2 aires d'aspiration en face de la bâche de 480 m³ restent à matérialiser sur la voirie. Pour rappel, le SDIS avait demandé une aire par module d'aspiration. Les essais de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS sont à programmer. L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec eux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie de la réalisation des essais de mise en aspiration des bâches incendie avec le SDIS. De plus, l'exploitant matérialise les 2 aires d'aspiration sur le sol devant la bâche de 480 m³ et transmet un justificatif à l'inspection des installations classées (photos).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Confinement des eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité du bassin de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le transfert de certaines eaux d'extinction d'incendie peut se faire également via le fossé périphérique étanche vers les bassins de confinement (étanche). Les éléments techniques justifiant de l'étanchéification du fossé sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Des contrôles de l'étanchéité dudit fossé sont menés périodiquement, par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir procéder à l'étanchéification du fossé en béton périphérique par la pose de bandes étanches au niveau des joints reliant les blocs béton. L'attestation de bonne mise en œuvre de ces bandes par la société EIFFAGE a été présenté durant l'inspection, ainsi que le PV de réception des travaux daté du 10 décembre 2024. Un contrôle périodique visuel est mené par l'exploitant tous les 3 mois.</p>

Le bassin de rétention final, étanche par une géomembrane, a été constaté en bon état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage

Prescription contrôlée :

[...] Cette installation de sprinklage est associée à 1 cuve aérienne de 850 m³ et à deux groupes motopompes diesels permettant d'assurer un couple débit/pression suffisant. Ces motopompes sont à démarrage automatique.[...]

Constats :

La cuve de 850 m³ d'eau alimentant le système de sprinklage de la cellule 6 a été constatée en eau lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, irrigation des murs séparatifs

Prescription contrôlée :

Les murs séparatifs de plus de 50 m sont chacun irrigués par un système d'extinction automatique à eau de type sprinkler délivrant un débit de 10 l/min/ML.

Le système est alimenté par une réserve d'eau dédiée (ce système doit être indépendant et autonome en alimentation en eau) et par un groupe motopompe indépendant du système d'extinction automatique du bâtiment.

La réserve d'eau précitée est suffisamment dimensionnée pour une durée minimale de 2 heures.

La réserve utilisée pour l'alimentation des murs irriguée étant commune avec celle associée aux poteaux incendie, l'exploitant prend les dispositions pour garantir la disponibilité du volume d'eau d'eau nécessaire à l'alimentation des poteaux incendies estimé à 360 m³. Les dispositions mises en place font l'objet de vérification de fonctionnement régulière.

La protection concerne les murs ci-dessous :

- au niveau des deux murs séparatifs de la cellule 3 (entre les cellules 3 et 1 ; 3 et 2 ; 3 et 4 ; 3 et 5) ;
- au niveau du mur séparatif entre les cellules 1 et 2 ;
- au niveau du mur séparatif entre les cellules 4 et 5.

Constats :

Le système d'extinction automatique à eau de type sprinkler servant à l'irrigation des murs de plus de 50 m a été constaté sur site. Les réseaux d'eau sont bien installés au droit des murs concernés, la réserve d'eau dédiée de 720m³ est en eau, le local motopompe est fonctionnel. Toutefois, ce système servant également à alimenter le réseau de PI du site, sa mise en service est retardée pour cause de détection de fuites sur le réseau des PI (cf. point de contrôle n°2).

En l'état, les murs de plus de 50 m n'étaient donc pas couverts par un système d'extinction automatique opérationnel le jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le PV de réception de l'installation alimentant les murs irrigués et le réseau de poteaux incendie privés. Dans le cas où ce dernier ne serait pas transmis dans le délai fixé, des suites administratives seront proposées au Préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Comportement au feu des entrepôts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : [...] Toutes les commandes d'ouverture des amenées d'air frais doivent être facilement et directement accessibles aux services d'incendie et de secours. Ces dernières sont manœuvrables en toutes circonstances. En outre, le plan d'implantation de ces commandes et leurs modes opératoire doivent être intégrés dans le plan de défense incendie (PDI). Le document mis à jour doit être transmis au SDIS33.
Constats : Le plan des commandes de désenfumage a été constaté en page 56 du plan de défense incendie du site, dans sa version de début 2026. L'exploitant a indiqué qu'il a été vu avec les pompiers que l'accès aux services d'incendie et de secours à l'intérieur du bâtiment en dehors des heures ouvrées est garanti par l'ouverture à distance par l'équipe d'astreinte du site d'une porte ventousée identifiée, actionnable via une application dédiée. Les accès au site sont quant à eux équipés de cadenas à ouverture par une clé dite "pompier".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Toiture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 10/07/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2026

Prescription contrôlée :

[...] La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;
- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. [...]

Constats :

Les travaux de réfection des bandes incombustibles en toiture du bâtiment historique abritant les cellules 1 à 5 sont en cours. Le planning des travaux a été présenté durant l'inspection. La fin du chantier est prévue pour fin avril 2026. Il est à noter que le chantier a subi des retards, du fait des intempéries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet l'attestation de fin de travaux au plus tard le 30 juin 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Installation photovoltaïque

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, nouvelle installation

Prescription contrôlée :

La nouvelle cellule intègre également une installation dotée de panneaux photovoltaïques sur une surface de 35 % de la couverture de l'extension (hors bandes incombustibles en toiture et zone d'intervention de 1 m autour des lanterneaux de désenfumage). La puissance estimée de l'installation est de 660 kWc.

Constats :

L'installation photovoltaïque installée en toiture de la cellule 6 a été visitée durant l'inspection. L'implantation des panneaux respecte les zones d'évitement prescrites. Elle couvre une surface de 3 106 m².

L'installation a été mise en service fin 2023. Elle est utilisée pour les propres besoins du site.

L'attestation de fin de travaux, datée du 21 juillet 2025 par la société EIFFAGE, a été présentée, ainsi que l'attestation de conformité de pose datée du 28 avril 2023 et l'attestation de

<p>conformité des onduleurs au marquage CE.</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer d'un contrat de maintenance, établi avec la société EIFFAGE Energie.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un bouton d'arrêt d'urgence général en bas du bâtiment, ainsi qu'un bouton d'arrêt d'urgence au niveau du dernier onduleur en toiture.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le schéma de fonctionnement de l'installation, permettant de justifier que, en cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques, en toiture.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>